



## AVIS DE VACANCE

### EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires, au plus tard le  
21/10/2020, au SGAE à

**Dominique CHARNASSE, adjoint au secteur**

[dominique.charnasse@sgae.gouv.fr](mailto:dominique.charnasse@sgae.gouv.fr)

**Simon LOREAL, adjoint au secteur**

[simon.loreal@sgae.gouv.fr](mailto:simon.loreal@sgae.gouv.fr)

Copie à **Clara AUGEREAU, chef du secteur « Coordination, communication, relations publiques et influence »**

[clara.augereau@sgae.gouv.fr](mailto:clara.augereau@sgae.gouv.fr)

<b>Intitulé du poste:</b> (DG-DIR-UNITE)	<b>MOVE-B-2</b>
<b>Chef d'unité :</b> <b>Adresse e-mail :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Poste</b>	<b>Olivier SILLA</b> <a href="mailto:Olivier.Silla@ec.europa.eu">Olivier.Silla@ec.europa.eu</a> +32 2 2966597 <b>Investissement dans les infrastructures de transport et plan d'investissement pour l'Europe</b>
<b>Nombre de postes disponibles:</b> <b>Prise de fonction souhaitée :</b> <b>Durée initiale souhaitée :</b> <b>Lieu d'affectation :</b>	<b>1</b> <b>1<sup>er</sup> trimestre 2021<sup>1</sup></b> <b>1 an<sup>1</sup></b> <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: .....
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
<b>Cet avis est également ouvert</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays AELE suivants :</b> <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> <b>Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays tiers suivants:</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux organisations intergouvernementales suivantes:</b>	

### 1. Nature des fonctions

Sous la responsabilité du chef d'unité, l'expert national détaché (END) assistera la Commission dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et activités dans le domaine de l'investissement dans les infrastructures de transport, en particulier concernant le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) et le plan d'investissement pour l'Europe.

Dans l'exercice de ses fonctions, il/elle fournira une assistance dans la conception des objectifs stratégiques, des méthodes et des moyens pour définir et mettre en œuvre le MIE et le volet "transport" du plan d'investissement pour l'Europe, notamment en ce qui concerne les carburants alternatifs. Il/elle participera activement en parallèle à l'élaboration de politiques liées au financement des infrastructures et contribuera à l'analyse et à l'intégration des résultats des consultations des parties prenantes.

<sup>1</sup> Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

L'Expert National Détaché sera appelé à assister le Chef d'Unité dans les tâches de rédaction de notes d'information et de documents de travail, ainsi que dans la réponse aux lettres et aux questions parlementaires. Il/elle devra aussi analyser et suivre les différentes politiques de transport.

L'Expert National Détaché participera aux négociations avec les Etats membres et les autres promoteurs de projets et acteurs sur les aspects techniques et financiers des propositions/décisions de la Commission liées à la préparation et à la mise en œuvre des projets à financer et/ou financés via le MIE ou le plan d'investissement pour l'Europe.

Il/elle contribuera à la préparation de rapports et au suivi interinstitutionnel concernant la mise en œuvre du programme (Commission, Conseil, Parlement européen, etc).

L'Expert National Détaché évaluera les progrès accomplis dans la réalisation de la stratégie et des priorités de la Commission et évaluera l'opportunité de mener des actions supplémentaires dans le domaine de l'investissement dans le domaine du transport. Il/elle devra analyser et évaluer les résultats et l'impact des programmes et des projets soutenus, formuler des remarques et proposer des modifications possibles, en particulier dans le domaine des projets financé par le secteur privé.

## **2. Qualifications requises**

### **a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

### **b) Critères de sélection**

#### Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : économie, finances, business management, droit.

#### Expérience professionnelle

Un(e) candidat(e) dynamique et ouvert(e) d'esprit avec une très bonne capacité de communication, de présentation et de rédaction et un bon sens de l'initiative serait apprécié. Le/la candidat(e) devrait être capable de travailler de manière proactive et autonome. Il/elle devra avoir une expérience avérée dans le domaine de la politique des transports, en particulier concernant les carburants alternatifs, soutenue par un diplôme universitaire et des compétences adéquates dans les domaines de l'économie, des finances, du "Business Management" ou du droit.

#### Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais. La connaissance d'autres langues de l'UE, en particulier de l'allemand ou du français, serait un atout.

### **3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

### **4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fautive pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

### **5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

#### **Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.